

Journée de l'économie 2024
Infrastructures intelligentes 2050
Vendredi 8 septembre 2024

Le discours prononcé fait foi.

La Suisse en 2050 : intelligente et compétitive

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Monsieur le Conseiller fédéral,
Mesdames et Messieurs les Conseillers nationaux, Mesdames et Messieurs les Conseillers aux États,
Madame la Secrétaire d'État,
Mesdames et Messieurs les membres des gouvernements cantonaux,
Monsieur le Divisionnaire,
Excellences,
Chers représentants et représentantes de nos membres,
Madame, Monsieur,

Je vous souhaite une cordiale bienvenue à la « Journée de l'économie ». Je suis très heureux que nous soyons réunis aujourd'hui à Berne, notre capitale fédérale, et vous remercie d'être venus aussi nombreux. Permettez-moi de saluer tout spécialement les élèves du gymnase de Muristalden et Emanuel Hohn, leur enseignant.

Le thème du jour est la Suisse de demain. Nous l'avons vu et entendu dans la vidéo d'ouverture, le cap de 2050 est en vue. Le milieu du siècle devient palpable, il se concrétise. Le moment est donc venu d'en parler. Avant de tourner le regard vers 2050, je m'arrêterai sur deux défis – que je qualifierais d'actuels – pour notre place économique. C'est une bonne chose que nous soyons à Berne. La capitale fédérale ferait bien de sonder le cœur de l'économie, surtout en ce moment. Car nous, les entrepreneuses et entrepreneurs de tout le pays, sommes inquiets. Les finances fédérales en sont l'une des causes. Nous avons un problème majeur du côté des dépenses. Depuis 1990, les dépenses de la Confédération ont presque triplé, passant de 30 environ à près de 90 milliards de francs. La période des excédents annuels nous a incités à laisser l'État se développer et devenir de plus en plus onéreux. Cependant, comme nous le savons tous, la situation a changé. La marge de manœuvre financière s'est réduite, surtout parce que toutes les ressources ou presque sont attribuées. La pression sur les finances doit pousser la Confédération à examiner sérieusement ses tâches. Une chose est sûre : des finances stables sont précieuses pour notre place économique, et la Berne fédérale est appelée à tout

mettre en œuvre pour que le frein à l'endettement soit respecté, malgré toutes les tentations et tous les impératifs.

La dernière initiative des Jeunes socialistes pour un impôt sur les successions est également source d'inquiétude. Mesdames et Messieurs, cette initiative provoque tout simplement un auto-goal. Il suffit d'examiner la composition du comité d'initiative pour comprendre que ce projet n'est pas uniquement l'œuvre des Jeunes socialistes. Les idées farfelues ne circulent pas seulement chez eux. En effet, la co-présidente et le co-président du PS Suisse font partie de ce comité ainsi que la co-présidente et le co-président du groupe parlementaire. L'ensemble des dirigeants du Parti et des Jeunes socialistes souhaitent donc mettre fin au modèle auquel la Suisse doit son succès. Chère Suisse, le rideau va être tiré, c'est fini.

Mesdames et Messieurs, cette initiative a le potentiel de causer d'énormes dommages ; comme vous le savez, elle demande l'introduction d'un impôt sur les successions de 50 %. Cela constituerait une intervention massive dans les droits de propriété et dans la liberté économique. En cas d'acceptation, ce serait tout simplement la fin des entreprises familiales transmises de génération en génération. Nous tous savons bien que les ressources détenues par les entrepreneurs à la tête de sociétés familiales sont en grande partie immobilisées dans l'entreprise. Leur marge de manœuvre en matière de liquidités, pour s'acquitter de droits de succession aussi démesurés, est faible. Il n'est donc pas étonnant que, dans une récente enquête, une grande partie des entrepreneurs interrogés aient déclaré qu'ils devraient vendre tout ou partie de l'entreprise. Ainsi, dans l'éventualité d'une succession, de nombreuses entreprises familiales ne resteraient pas en mains familiales, ou seulement en partie.

Et puis, cette initiative crée une insécurité bien avant le jour de la votation. En effet, elle contient une disposition transitoire qui prévoit que le Conseil fédéral mette en œuvre des mesures visant à empêcher l'évitement fiscal, notamment en lien avec des départs, dès le jour de la votation. Ces dernières semaines, plusieurs entrepreneurs ont réagi publiquement à cette disposition ô combien problématique. C'était décisif. Leur message est sans équivoque : pour éviter l'impôt sur les successions qui menace, la seule solution serait de quitter la Suisse. Il en résulterait des pertes fiscales se chiffrant en milliards – et donc une augmentation de la charge fiscale pour nous tous.

Il était important que le Conseil fédéral et le Parlement clarifient la situation avant la votation, afin de limiter les dommages économiques et fiscaux. C'est pourquoi nous avons salué expressément les clarifications importantes apportées par le gouvernement il y a quelques jours. Le Conseil fédéral a affirmé clairement qu'en cas d'acceptation, la mise en œuvre de l'initiative devrait dans tous les cas être conforme au droit international et à la Constitution. Autrement dit, il serait exclu, du point de vue du Conseil fédéral, de limiter ou d'interdire les départs à l'étranger par un retrait du passeport ou un contrôle des capitaux par exemple. Le gouvernement est également opposé à la taxe de départ (« exit tax »). Ces clarifications permettent de dissiper les incertitudes. Il était décisif que le Conseil fédéral clarifie la situation et veille à la sécurité juridique.

Permettez-moi de préciser ceci : il n'est pas interdit de lancer des initiatives dommageables pour la Suisse et il n'est pas question de l'interdire. Nous vivons dans une démocratie directe et nous en sommes fiers. Pour ma part, je suis fermement convaincu que les électrices et électeurs écouteront leur raison et refuseront cette initiative. Mais évitons d'instrumentaliser les droits démocratiques et de provoquer des effets dommageables avant même que le peuple ait eu la possibilité de se prononcer. Même si la réponse du Conseil fédéral a permis, cette fois-ci, de désamorcer ces effets, le Conseil fédéral et le Parlement seraient bien inspirés de réfléchir à la manière de traiter de futures initiatives ayant des effets aussi radicaux avant même que le peuple et les cantons se soient prononcés.

Certains milieux politiques et certains médias ont profité de l'agitation suscitée dans les milieux économiques pour jouer avec l'idée d'un contre-projet. Mesdames et Messieurs, nous rejetons d'ores et déjà cette idée. Nous n'avons définitivement pas besoin d'un impôt national sur les successions. Premièrement, les impôts sur les successions et les donations relèvent des cantons, et deuxièmement, nous avons déjà un impôt sur la fortune. Comme je l'ai dit au début de mon intervention, le problème de la Confédération se situe du côté des dépenses et non des recettes. Cette initiative socialiste confiscatoire ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel.

Après avoir exprimé ces inquiétudes, j'aimerais porter un regard un peu plus optimiste sur l'avenir – et développer le thème de la vidéo d'ouverture de la Journée de l'économie. Si on nous demande à quelle vie nous aspirons pour 2050, nous entendons beaucoup parler d'opportunités et de possibilités. L'avenir a beaucoup à offrir. Je l'ai dit : 2050 est en vue. Il est temps de nous demander concrètement comment nous souhaitons vivre dans 25 ans. De quoi avons-nous besoin pour conserver une excellente qualité de vie d'ici là ? Comment notre économie évolue-t-elle et quels sont les besoins des entreprises, en termes de conditions-cadre, pour atteindre l'objectif zéro émission nette en 2050 tout en conservant une compétitivité élevée ? Une chose est sûre : les infrastructures physiques et numériques sont décisives. Elles constituent un fondement important pour que les personnes et les entreprises puissent évoluer librement et s'épanouir. Mais nous sommes encore à mille lieues de disposer des infrastructures dont nous avons besoin dans le monde de 2050. Nous avons vraiment du pain sur la planche, dans les différents domaines de la politique des infrastructures.

Je pense avant toute chose à notre approvisionnement énergétique. La loi sur l'électricité acceptée par le peuple cet été, était une sorte de « nettoyage de printemps » plus que nécessaire de la politique énergétique. Mais la maison est encore loin d'être rénovée. Nous le savons tous : nous devons doubler la production d'électricité respectueuse du climat afin d'en avoir assez en 2050. Malheureusement, nous observons une lassitude croissante des politiques à l'égard des questions énergétiques. À cela s'ajoute que d'importants projets de développement sont bloqués ou freinés. Cette évolution peut être fatale. Car nous devons aller de l'avant avec le développement des capacités de production et cesser de faire l'autruche. Il s'agit en particulier d'empoigner les dossiers de l'accélération des procédures, de la révision du système de subventions, de l'ouverture technologique et, enfin, de la conclusion d'un accord sur l'électricité avec l'UE. Cet accord est décisif pour la stabilité du réseau. Plus de 40 lignes électriques transfrontalières relient étroitement la Suisse au réseau électrique des pays voisins. Pour nous, il est certain qu'un accord sur l'électricité améliorerait judicieusement la coopération avec l'UE par rapport à la stabilité du réseau et renforcerait également la sécurité d'approvisionnement.

Et, que se passerait-il si nous n'améliorons pas résolument l'approvisionnement énergétique ? Ce n'est pas un black-out ou une pénurie d'électricité qui nous préoccupent le plus. Nous sommes beaucoup plus inquiets par rapport au prix de l'énergie, que ce soit pour les entreprises ou les ménages. Si nous restons les bras croisés, nos discussions sur les prix de l'électricité ressembleront peut-être, en 2050, à celles d'aujourd'hui sur les primes d'assurance maladie : la pression sur le budget des entreprises et des ménages sera énorme et le débat politique pourrait se durcir progressivement. Ce ne sont pas des perspectives réjouissantes et nous devons rectifier le cap. Pour que les choses avancent enfin, il faut abandonner des lignes rouges politiques. La droite serait bien inspirée de soutenir fermement un accord sur l'électricité avec l'UE, le centre de l'échiquier politique d'entendre les appels à l'ouverture technologique et la gauche de cesser d'entraver constamment le développement des énergies renouvelables avec les organisations de protection de l'environnement.

En matière de politique des transports, nous sommes aussi confrontés à des défis majeurs pour répondre aux besoins de mobilité futurs. D'ici à 2050, nous nous attendons à une hausse de plus de 10 % du trafic de voyageurs. Nous faisons déjà face à des trains bondés et à des embouteillages

considérables. Il y a actuellement plus de 48 000 heures de bouchons, dont plus de 85 % sont dus à la saturation des infrastructures. Aussi devons-nous développer fortement les capacités. Nous avons pour l'essentiel deux leviers : (a) d'une part, développer les infrastructures et (b) d'autre part, utiliser de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle ou des véhicules et des trains autonomes. Pour ce qui concerne le développement des infrastructures, nous disposons d'un Programme de développement stratégique des routes nationales (PRODES) convaincant. En novembre, nous voterons d'ailleurs sur une importante étape d'aménagement. L'économie soutient résolument le projet et s'engagera dans la campagne de votation. Avec l'électrification des véhicules, le transport individuel restera un pilier de la mobilité, c'est évident. Nous devons donc continuer à penser ensemble les transports publics et individuels et les faire évoluer de concert. Monter l'un contre l'autre est une attitude qui sent la naphthaline. Nous voyons également un grand potentiel du côté des nouvelles technologies. Les outils et les innovations numériques contribuent déjà à notre mobilité, mais nous n'en sommes qu'au début. Une nouvelle étude de Google Suisse montre que, d'ici à 2050, l'IA générative pourrait entraîner une hausse du PIB suisse de jusqu'à 11 %. Cela concerne aussi les applications dans le domaine de la mobilité. Les véhicules automatisés et les infrastructures intelligentes nous aideront à utiliser le rail et la route plus efficacement et en les ménageant. L'électromobilité peut également bénéficier de systèmes de recharge intelligents. Et accessoirement, les outils de travail les plus modernes peuvent rendre certains voyages d'affaires superflus.

Tout à l'heure, nous examinerons plus en détail certains de ces domaines. J'ai hâte d'entendre les débats.

J'arrive au terme de mon discours. Pour en revenir à la question de savoir à quoi ressemblera la vie en Suisse en 2050, je suis convaincu que notre démocratie directe sera toujours un élément central de notre système politique et de notre qualité de vie. Aujourd'hui comme demain, nous voulons pouvoir parler du cadre dans lequel nous vivons et participer aux décisions qui le concernent. L'engagement des entrepreneurs est nécessaire pour que les conditions-cadre restent favorables aux entreprises. Nous devons débattre, argumenter, convaincre. L'économie affiche un potentiel d'amélioration dans ce domaine. Nous avons lancé une initiative importante – je l'ai mentionné lors de la Journée de l'économie de l'an dernier – sous la forme d'un réseau d'ambassadrices et d'ambassadeurs de l'économie. Il y a quelques jours, nous annonçons avoir déjà franchi le cap des 1000 ambassadeurs. Ce sont des entrepreneurs, hommes et femmes, des CEO, des personnes actives en politique, mais aussi des étudiantes et des étudiants qui s'engagent dans et pour l'économie. Le réseau des ambassadeurs a son stand ici et nous invitons tous ceux qui ne se sont pas encore inscrits à le faire aujourd'hui. Merci à tous pour votre engagement.

Dans quelques minutes, nous accueillerons sur scène l'un de ces ambassadeurs de l'économie. J'ai nommé Carl Illi, président de Swiss Textiles. L'association de l'industrie textile suisse fête, cette année, son 150e anniversaire. Nous adressons nos vives félicitations à Swiss Textiles. L'industrie textile suisse est très étroitement liée à l'histoire d'économiesuisse et à son ancêtre le « Vorort ». En effet, des représentants de cette industrie ont joué un rôle déterminant dans la création de l'Union suisse du commerce et de l'industrie dite « Vorort ». Si nous portons aujourd'hui un toast au 150e anniversaire de Swiss Textiles, nous le faisons en toute amitié et complicité. Cher Carl, je te remercie sincèrement pour ta collaboration et ton fervent engagement en faveur de notre place économique suisse.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention et redonne volontiers la parole à Urs Greddig, notre modérateur.